



# Visages de la crise

## Six tranches de vie

**S**IX personnes dans six pays différents. Elles ne se connaissent pas et ne se rencontreront sans doute jamais, mais elles ont toutes un point commun. Comme des millions d'autres, elles sont devenues les victimes innocentes de la panique financière qui a balayé la planète au lendemain de la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers, le 14 septembre 2008.

Leur histoire, de vive voix, illustre mieux que toute analyse économique combien le monde s'est intégré et combien nos sorts sont désormais entrelacés. Elle confirme aussi, malheureusement, que ce sont les pauvres et les moins instruits qui souffrent en général le plus et sont les moins aptes à résister à une récession.

Le coût social de la crise s'alourdira encore quelque temps. Le chômage, symbole de la Grande Dépression, n'atteindra jamais les niveaux des années 30, mais, comme indicateur décalé, il devrait continuer d'augmenter jusqu'en 2010. L'Organisation internationale du travail estime que jusqu'à 50 millions de personnes pourraient perdre leur emploi avant la fin de la crise. Il va de soi que le coût humain du chômage est encore plus élevé dans les pays émergents et à faible revenu, dont les dispositifs de protection sociale sont faibles ou inexistants. Le FMI encourage les gouvernements, là où il le peut, à renforcer la protection des pauvres et des plus vulnérables.

Six personnes, six vies bouleversées par une même crise économique mondiale.



Francette Picard survit grâce à l'argent que lui envoie son cousin, Claude Bruno.



Claude Bruno gagne sa vie en lavant la vaisselle dans une

## Haïti

### États-Unis : la planche de salut

**F**RANCETTE Picard a 57 ans. Elle est mère célibataire et subvient à ses besoins et à ceux de ses deux filles grâce aux envois mensuels de son cousin, Claude Bruno, qui réside aux États-Unis. Avant la crise, elle recevait environ 250 dollars par mois. Aujourd'hui, elle n'en reçoit plus que 30 à 60, de temps à autre.

«Il m'envoyait de l'argent pour payer l'école, et aussi de la nourriture. Mais, depuis quelque temps, il a des problèmes économiques, il ne peut plus le faire», dit-elle, ajoutant : «il m'a appelée pour me dire qu'il ne peut plus le faire parce que les affaires sont dures pour lui là-bas. Dans une semaine, il peut aller travailler pendant trois jours, puis passer une ou deux semaines sans travailler.»

La Banque mondiale prévoit qu'après des années de croissance à deux chiffres, les envois de fonds dans le monde diminueront cette année de 7 à 10 %. Jusqu'à présent, Haïti a résisté à la tendance baissière des envois de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes, mais les perspectives restent précaires.

«La chute des envois de fonds n'est heureusement pas aussi grave que prévu, mais, avec une croissance démographique de 2 % par an, l'année ne sera pas bonne en Haïti», déclare Corinne Delechat, du FMI. «Les envois de fonds sont la clé de la survie pour beaucoup de familles en Haïti.»

Les fonds envoyés au pays par son importante diaspora constituent la plus grande source de devises et représentent plus du quart du PIB, d'après la Banque interaméricaine de développement (BID). Les sommes sont en général faibles — peut-être une centaine de dollars par mois —, mais elles ont totalisé 1,25 milliard de dollars en 2008, soit deux fois et demie la valeur des exportations. L'argent sert aux besoins de base tels que nourriture, logement et éducation.

À une heure de vol des États-Unis, Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques. Son histoire récente a été marquée

par la violence, l'instabilité politique, le manque de moyens et les catastrophes naturelles. Selon les Nations Unies, 80 % de sa population vit au plus avec 2 dollars par jour.

En début d'année, les analystes prévoient qu'Haïti, comme le reste du monde, verrait ses envois de fonds s'effondrer du fait de la crise économique en Amérique du Nord, où vit la majorité des deux millions d'Haïtiens expatriés. En fait, loin de diminuer, ces envois se sont maintenus et ont même légèrement augmenté.

«Les besoins sont tels en Haïti que les parents expatriés ne peuvent même pas envisager d'interrompre leurs envois de fonds», déclare Gregory Watson de la BID.

Voilà pourquoi Claude Bruno, le cousin de Francette Picard, continue d'envoyer de l'argent malgré ses propres difficultés. À un âge où il devrait déjà penser à la retraite, ce sexagénaire passe 8 heures par jour à laver des assiettes pour les pensionnaires d'une maison de retraite du New Jersey.

Le ralentissement de l'économie mondiale et le taux de chômage de 9,5 % aux États-Unis ont provoqué une diminution des envois de fonds des émigrants d'Amérique latine et des Caraïbes à leurs familles. Les analystes pensent que, s'il en va autrement en Haïti, c'est peut-être parce que les montants envoyés sont faibles en général et donc moins sensibles aux changements des situations individuelles. Par ailleurs, les secteurs, tel celui des services, dans lesquels les immigrants haïtiens sont concentrés, sont moins touchés par la récession.

Cela n'avance guère Francette Picard, qui risque de perdre son logement et refuse de se faire soigner pour ses migraines persistantes. «Après minuit, je ne peux plus dormir jusqu'au lever du soleil à force de penser. L'on se demande parfois ce qu'on va donner aux enfants le matin. Il faut faire leur boîte à lunch et, pourtant, on est allé se coucher sans un sou, et les enfants doivent aller à l'école.»

Francette établit instinctivement le rapport entre le sort de ses compatriotes, et le sien, et les perspectives aux États-Unis. «Quand il y a des problèmes aux États-Unis, nous autres en Haïti nous en avons aussi parce que nous dépendons de la diaspora qui nous soutient. Nous sommes profondément affectés.» ■



maison de retraite du New Jersey.



Pour Ignace Koffi Kassi, avec la crise les cacaoculteurs ivoiriens ont encore plus de mal à joindre les deux bouts.

## Côte d'Ivoire

### Des temps plus durs pour les cultivateurs

**I**GNACE Koffi Kassi prend d'habitude la vie du bon côté, mais interrogez-le sur son gagne-pain — le cacao — et vous verrez qu'il est inquiet. «Il n'est pas facile de prospérer dans la culture du cacao en Côte d'Ivoire, car les conditions sont très ardues», dit-il.

Cet homme musclé, qui manie chaque jour la machette, est le père de sept enfants. Il ajoute : «quand je fais les calculs, je m'occupe de quinze personnes au moins». Pour tenter de compléter ses revenus, il a récemment diversifié ses cultures en plantant des palmiers à huile et des hévéas.

Autrefois l'un des pays les plus prospères d'Afrique occidentale, la Côte d'Ivoire, qui compte 19 millions d'habitants, est sortie il y a peu d'un conflit. Un coup d'État militaire en 1999, puis un début de guerre civile en 2002 sont venus mettre fin à un redressement économique. Depuis 2007, un gouvernement de transition s'emploie à reconstruire le pays.

La crise économique mondiale rend désormais cette tâche encore plus difficile, et pas seulement pour la Côte d'Ivoire : c'est l'ensemble du continent africain qui est touché. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, déclarait le 27 mai dernier au terme d'une visite dans le pays : «L'Afrique est aujourd'hui la victime innocente d'une crise financière issue des pays avancés. Survenant tout juste après la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques de l'année dernière, la récession mondiale accentue les vulnérabilités des pays à faible revenu, du fait de la chute des cours des matières premières, du repli des échanges et de l'investissement, ainsi que des menaces qu'elle fait peser sur l'aide au développement.»

Le FMI a récemment approuvé un prêt de 566 millions de dollars EU à la Côte d'Ivoire pour l'accompagner dans son développement économique, et le pays a également bénéficié d'un allègement de dette. Toutefois, la pénurie mondiale de crédit entraîne une réduction de l'investissement direct étranger qui est indispensable, notamment pour la culture du cacao. La Côte d'Ivoire est le plus grand producteur au monde de cacao, son principal produit d'exportation. Il repré-

sente 35 % des biens exportés, 4 millions d'emplois et 1,4 milliard de dollars EU de recettes annuelles d'exportation.

Les cours étaient à un niveau record jusqu'à récemment, mais les petits planteurs n'en ont pas ressenti les effets. M. Kassi se débat avec un matériel archaïque, des fonds insuffisants et des infrastructures médiocres, qui empêchent d'écouler la production sur les marchés locaux, et à fortiori sur les marchés internationaux. «Nous sommes un pays sous-développé. Tout se fait n'importe comment et avec des instruments démodés. Le producteur de cacao en Côte d'Ivoire travaille à la machette et n'a pas d'engrais», se plaint-il.

Au pied d'un de ses cacaoyers, il affirme que les concours de la communauté internationale — allègement de dette ou aide — ne semblent déboucher sur aucune amélioration tangible pour les cultivateurs comme lui. «On nous parle de construction d'écoles, d'hôpitaux, mais si le producteur ne peut faire sortir le cacao de son champ, s'il n'a pas d'argent pour se soigner, se vêtir, scolariser ses enfants, c'est que l'obtention du point d'achèvement ne peut nullement l'intéresser. Il faut réduire les taxes et nous donner les moyens de produire du cacao de bonne qualité.»

M. Kassi craint que la crise économique ne soit fatale au petit producteur. «Nous avons des problèmes de longue date, mais la crise est en train de nous porter le coup de grâce. L'optimisme n'est plus d'actualité et c'est le pessimisme qui s'aggrave. Il est temps qu'on dise au cultivateur quand il verra la fin de sa souffrance.»

Il voudrait que l'État agisse pour améliorer la marge bénéficiaire des exploitants. «Nous souhaitons qu'on intègre dans les différentes rencontres entre l'État et les partenaires au développement le problème du revenu du producteur, celui-là même qui fait l'économie de la Côte d'Ivoire.»

Pour Alexei Kireyev, économiste au FMI, il y a une bonne nouvelle : le gouvernement accélère les réformes avec l'aide de la communauté internationale. «La réduction progressive de l'imposition indirecte sur le cacao de 32 % à 22 % d'ici 2011 accroîtra le revenu des planteurs comme Koffi Kassi», dit-il. L'État a entrepris une refonte de la réglementation du secteur en vue d'améliorer la gouvernance et la transparence.

Il existe donc un espoir que Kassi voit bientôt certains des changements auxquels il aspire. En attendant, il n'a d'autre choix que de continuer à se battre. Après tout, il a quinze bouches à nourrir. ■



Gustavo Ramirez, victime du chômage technique qui touche le port de Buenos Aires.



Gustavo et Evelina entourés de leurs filles Nicole, Solange,

## Argentine

### La tourmente n'épargne aucun port

**G**USTAVO Ramirez avait gravi lentement mais sûrement l'échelle socioéconomique.

Après presque trois ans de travail au port de Buenos Aires, il avait pu offrir à sa femme et à ses quatre filles un appartement dans le quartier ouvrier de Barracas, un logement certes modeste mais plus spacieux que le studio qu'ils occupaient avant. Gustavo et son épouse Evelina, employée d'un laboratoire médical, envoyaient leur fille de 13 ans dans une école privée, sortaient dîner plusieurs fois par mois et voyageaient de temps à autre. À 37 ans, Gustavo avait repris ses études d'instituteur — profession sans doute guère plus lucrative que celle d'employé portuaire, mais qui s'accompagnerait d'avantages sociaux importants.

Quand survint la crise économique.

L'Argentine, comme beaucoup de pays émergents, avait espéré échapper à la tourmente déclenchée en 2007 dans les pays avancés par la crise du marché hypothécaire américain, mais, à la fin de 2008, celle-ci se généralisait.

Le ralentissement de l'économie mondiale et la raréfaction du crédit aux échanges entraînaient un effondrement du commerce mondial. Celui-ci a perdu plus de 20 % au premier semestre de 2009 et, selon les estimations du FMI, le repli sera de 12 % pour l'ensemble de l'année. L'Argentine n'a pas été épargnée par ce phénomène, et tant ses exportations que ses importations ont chuté. Au cours des quatre premiers mois de 2009, le volume des marchandises transitant par le port de Buenos Aires a diminué de 32 % par rapport à la même période en 2008. Le travail a ainsi commencé à se faire rare sur la rive Sud de l'imposant estuaire du Rio de la Plata : «Il y en avait beaucoup et, du jour au lendemain, c'était fini», se lamente Gustavo.

Jusqu'à la fin de l'année dernière, comme 1.500 autres employés du port, il travaillait en moyenne 24 jours par mois.

Ce chiffre n'est plus que de 14 ou 15, un peu plus pour les anciens et encore moins pour les plus jeunes.

Gustavo travaille à Terminales Rio de la Plata, qui gère trois des cinq vastes terminaux du port — par lequel passent la quasi-totalité du trafic de conteneurs de l'Argentine et une large part du commerce extérieur total. La plupart des exportations agricoles partent de ports sur le fleuve Parana, plus à l'ouest.

Son embauche avait été une bénédiction pour Gustavo, qui travaillait alors 12 heures par jour dans un petit magasin et devait prendre ses congés en milieu de semaine. Outre que le salaire était modeste, la vie de famille en souffrait. Il y a trois ans, à l'école de sa fille Nicole, gymnaste accomplie qui collectionne les trophées, il avait entendu parler de ce travail. Meilleur salaire, ce qui a permis à la famille de vivre mieux.

Aujourd'hui, quoiqu'il accepte stoïquement la perte de revenu (la paye d'Evelina reste plutôt stable), M. Ramirez n'en souffre pas moins des conséquences. Il est plus difficile de s'en sortir et, depuis mars, la famille ne peut plus payer toutes ses factures, en dépit des sacrifices.

La vie est toutefois «meilleure qu'il y a deux ou trois ans», et la crise a soudé la famille. Solange, 16 ans, fille d'un précédent mariage vient tout juste de les rejoindre — son nom n'a pas encore été ajouté au panneau accroché sur la porte de la chambre qu'elle partage avec ses demies-sœurs cadettes Nicole (13 ans), Julieta (5 ans) et Martina (2 ans).

Gustavo dit que ce nouveau temps de libre lui permet d'aider le syndicat à titre bénévole, ce qu'il trouve épanouissant. Il s'inquiète tout de même des choses sur lesquelles l'Argentine et lui-même ont peu d'emprise et craint que la crise économique mondiale ne s'aggrave, comme lors de la Grande Dépression des années 30. Selon lui, pour les Argentins, cette crise n'a rien à voir avec les précédentes : elle n'est pas partie de chez eux et elle est beaucoup plus étendue, conséquence des rouages politiques et économiques mondiaux étrangers au pays. ■



Martina et Julieta.



Shital Patel, licenciée par Morgan Stanley (à New York) il y a un peu plus d'un an.

## États-Unis

### S'investir dans un nouvel emploi

**S**HITAL Patel parle encore de Morgan Stanley, son ancien employeur, en disant « nous » et au présent.

Elle a été licenciée de son poste d'analyste en mai 2008, dans les semaines qui ont suivi la chute de Bear Stearns, une autre banque d'investissement. À 31 ans, elle a rejoint les rangs des milliers de jeunes cadres brillants et ambitieux du secteur financier américain que la crise économique a mis au chômage.

« J'étais la fille super-brillante, avec un job en or, et voilà que, tout d'un coup, j'ai dû me remettre en question », confie-t-elle.

Les premières semaines, bien qu'en état de choc, elle s'est lancée dans la recherche d'un emploi. Morgan Stanley lui offrait, au titre des indemnités de départ, huit semaines de services de réorientation de carrière.

L'été 2008, on la convoquait déjà pour des entretiens et elle était remplie d'espoir. Et puis, en septembre, Lehman Brothers s'effondrait, engloutissant ses propres repères.

Shital était étudiante en médecine lorsqu'elle a découvert l'économie à la faveur d'un cours à l'université de Pennsylvanie, et ne l'avait jamais regretté. Diplôme en poche, elle entra à la Réserve fédérale, à Washington, pour travailler sur les prévisions économiques de dépenses de consommation et des ménages. Elle aimait son travail et ses collègues, mais saisit instantanément l'offre d'un entretien chez Morgan Stanley qui apparut un jour dans sa messagerie électronique.

« Je rêvais de travailler dans une grande banque d'investissement », dit-elle. Elle y fut chargée des prévisions économiques aux États-Unis et, par la suite, de la coordination des prévisions économiques mondiales. L'apprentissage était rude au départ, mais Shital adorait son travail.

Huit ans plus tard, presque jour pour jour, elle venait grossir les statistiques des victimes de la crise financière.

Les licenciements dans le secteur financier américain étaient un signe annonciateur. La crise des *subprimes* allait vite s'étendre au reste du monde, provoquant la pire récession en 70 ans. En 2008, l'économie mondiale s'est contractée pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, et des emplois ont été supprimés dans tous les pays qui dépendaient du consommateur américain pour l'achat de leurs biens. L'Organisation internationale du travail prévoit que le chômage touchera 210 millions de personnes dans le monde d'ici la fin de 2009. Selon le Bureau américain des statistiques sur l'emploi, un peu plus d'un demi-million d'emplois ont disparu à ce jour dans le secteur des services financiers.

Selon les prévisions du FMI, la situation du marché du travail aux États-Unis freinera la croissance pour un certain temps, et le PIB devrait perdre 2,5 % en 2009. Beaucoup des emplois supprimés ne seront pas récupérés, même après la reprise du secteur, selon un rapport des services budgétaires publié en mai par la ville de New York.

Le nombre de personnes qualifiées mises au chômage rend la concurrence particulièrement âpre pour un nombre d'emplois de plus en plus faible. Shital confie que, lors des entretiens, les employeurs la préviennent qu'ils ne recherchent pas d'économistes.

« Il ne fait pas bon être économiste. L'employeur qui trie une pile de 500 C.V. a vite fait de vous éliminer. »

Shital n'avait pas d'ennuis financiers avant son licenciement, car elle ne vivait pas au-dessus de ses moyens. Elle possède un appartement modeste à Greenwich Village et parvient à joindre les deux bouts grâce aux indemnités de départ, à l'assurance chômage et à ses économies.

La perte d'un emploi peut perturber autant qu'un décès ou un divorce, et elle dit être passée par les « sept étapes » du deuil — du choc et du déni à l'acceptation.

Les moments de détresse ont été nombreux et profonds, mais Shital, après une entrevue récente à la Réserve fédérale de New York, est optimiste.

« J'ai vraiment l'espoir de trouver un emploi avant la fin de l'année », dit-elle. ■



Yoshinori Sato a été licencié par un constructeur automobile.

## Japon

### Une vie bouleversée

**L**ES ASPIRATIONS de Yoshinori Sato n'ont rien d'extraordinaire : il veut vivre avec sa famille et récupérer son emploi. Or la récession qui a ravagé l'industrie automobile japonaise rend l'une et l'autre impossibles pour le moment.

M. Sato a 50 ans. Il est originaire de Hokkaido, où il a laissé sa famille il y a sept ans pour venir chercher du travail à Yokohama par le biais d'une agence de placement temporaire. Il a été affecté à la chaîne de montage de moteurs de camions de l'usine Isuzu Motors Co.

Le salaire était modeste, mais il lui permettait de s'en sortir. En novembre dernier, l'entreprise annonçait à 500 personnes leur licenciement pour la fin du mois suivant, invoquant la crise économique et la chute des exportations. «Nous étions stupéfaits. Aucun de nous ne s'y attendait», raconte M. Sato. «À la fin d'une journée de travail, je retournai comme d'habitude à la salle du personnel avec quatre de mes collègues, et là, une note attendait chacun d'entre nous. Elle disait que, en raison de la baisse de la production, la direction avait décidé de nous renvoyer.»

La société a demandé aux employés de continuer à travailler dur jusqu'au dernier jour.

Le 26 décembre, 500 ouvriers temporaires pointaient une dernière fois, et M. Sato recevait la consigne de quitter son dortoir dans les quatre jours.

Les constructeurs automobiles japonais sont les plus gros employeurs de main-d'œuvre temporaire, qu'ils recrutent à partir de contrats d'un an renouvelables. Selon les estimations, 3,8 millions de travailleurs entreraient dans cette catégorie. Les règles applicables au travail temporaire ont été relâchées en 2004. Le Japon, qui a renoncé depuis longtemps au culte du «travail à vie», s'enorgueillit d'avoir certains des plus gros constructeurs automobiles au monde, mais le secteur a été l'un des plus touchés par la crise. Selon l'Association des constructeurs automobiles du

pays, en mai 2009 les exportations de véhicules avaient baissé de 55 % par rapport à l'année dernière; il s'agissait du huitième mois consécutif de baisse. Les constructeurs ont réagi en réduisant la production et en supprimant des emplois.

Le Japon n'était pas au cœur de la crise mondiale, mais la chute de la demande et la contagion financière ont plongé cette économie tributaire des exportations dans la pire récession qu'elle ait connue ces cinquante dernières années.

Le gouvernement a tenté de protéger les plus vulnérables, dont les travailleurs temporaires, des pires excès de la récession. Il a ainsi assoupli les critères d'accès à l'assurance chômage et envisagé de relever le salaire minimum applicable aux heures supplémentaires. En quittant sa ville natale pour un travail temporaire, M. Sato avait mis en péril sa vie personnelle; il lui en a coûté son mariage et il a dû renoncer à vivre avec ses proches, restés à Hokkaido.

«Je me suis rendu compte que je ne pouvais plus envoyer d'argent à ma femme, et nous avons convenu de divorcer afin qu'elle puisse prétendre à une aide de l'État, mais nous nous aimons toujours et nous nous téléphonons très souvent.»

«J'avais l'habitude d'aller à Hokkaido chaque printemps, car ma fille a son anniversaire le 29 avril. J'ai toujours voulu les faire venir ici lorsque j'aurais assez d'argent, mais cela semble désormais impossible.»

L'ancien ouvrier essaie maintenant de récupérer son emploi. Il a poursuivi en justice l'agence de placement temporaire pour qu'elle assure le paiement de son salaire jusqu'à la fin de son contrat en mars. Il a, semble-t-il, gagné. Il attend maintenant l'issue d'une autre poursuite engagée contre le constructeur pour qu'il le recrute comme ouvrier permanent. Dans l'intervalle, il travaille comme bénévole pour le syndicat des travailleurs de la métallurgie et des machines-outils, qui, en échange, se porte garant pour son loyer.

«Je voulais devenir employé à plein temps et j'essayais de montrer que j'étais un bon élément en arrivant une heure plus tôt chaque matin pour préparer les chaînes de montage. Tout ce que je demandais, c'était d'avoir une vie normale — pas besoin de luxe — et d'avoir ma famille avec moi. Et puis j'ai reçu cette note et mon rêve a volé en éclats.» ■



Santiago Baena souffre des conséquences de la chute de l'immobilier à Madrid.

## Espagne

### Immobilier immobilisé

**V**INGT ANS que Santiago Baena travaille dans l'immobilier, et il y a vu le meilleur et le pire.

M. Baena a 53 ans. Il a grandi en travaillant avec ses 14 frères et sœurs dans le petit hôtel que tenaient ses parents dans le nord du pays. À la trentaine, il s'est lancé dans la vente de maisons et locaux commerciaux, activité en pleine expansion jusqu'à encore il y a deux ans.

Les prix des maisons ont quasiment triplé depuis qu'il a obtenu sa licence d'agent immobilier à Madrid. L'économie espagnole a connu une croissance rapide dans les années 90 — les années fastes de l'immobilier. «D'énormes gains de capitaux ont été réalisés grâce aux réévaluations foncières, au crédit facile et aux augmentations successives de la valeur des biens, ce qui a créé une bulle spéculative tout à fait caractéristique», explique-t-il.

L'adoption de l'euro en 1999 a été synonyme d'emprunts bon marché, d'abondance de crédit et de financement facile. Plus de 90 % des détenteurs d'hypothèques bénéficiaient de prêts à taux variable, la réduction des taux a fait baisser le coût du logement.

Mais lorsque la Banque centrale européenne s'est mise à relever les taux d'intérêt en 2004, le marché immobilier espagnol a commencé à ralentir; et quand la crise financière mondiale a frappé l'Europe trois ans après, l'économie espagnole s'est révélée particulièrement vulnérable, car la croissance était étroitement liée au boom de l'immobilier et à la demande intérieure alimentée par le crédit.

Aujourd'hui, le marché est en piteux état. «Le marché n'est pas froid — non, il est gelé», commente M. Baena. En effet, les ventes de maisons ont diminué de plus de 50 % entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2009, et rien qu'en 2008, elles sont tombées d'un tiers. Cette chute des ventes a entraîné une baisse des prix, qui, selon la banque espagnole BBVA, devrait avoir atteint 30 % d'ici la fin 2011, par rapport à leur apogée de 2007.

La chute des ventes et des prix représente une baisse de revenu pour les agents immobiliers comme M. Baena. Ceux-ci perçoivent en Espagne une commission de 3 à 5 % du prix de vente, mais la plupart ont dû la réduire ces deux dernières années. «Mieux vaut gagner 50 % sur quelque chose que 100 % sur rien», estime M. Baena. Marié et père de quatre enfants, il a vu ses revenus tomber de 10 % l'année dernière et de 30 % l'année précédente.

Mais l'économie dans son ensemble souffre aussi. Avec le boom du logement, le secteur du bâtiment représentait 9 % de l'économie et 13 % des emplois. L'absence d'acheteurs a entraîné l'arrêt des nouveaux chantiers. «Levez les yeux. Si vous voyez des brouettes ou autre matériel accrochés aux grues, c'est que les travaux ont été arrêtés et que ça a été mis là pour éviter les vols. Levez les yeux et vous verrez que le ciel est plein de brouettes suspendues», fait remarquer M. Baena.

Les salaires en Espagne sont rigides et la plupart des ajustements doivent donc prendre la forme de licenciements. Cela signifie que la détérioration du BTP a aggravé le chômage, qui se chiffre maintenant à près de 20 %.

L'avenir ne semble pas très prometteur pour les chercheurs d'emploi. La croissance n'a été que de 1,2 % en 2008 et devrait fléchir de 3 à 4 % en 2009, selon Christian Henn, économiste au FMI. Ce dont l'Espagne a vraiment besoin, a conclu le FMI dans sa dernière évaluation de l'économie du pays, c'est d'un nouveau modèle de croissance. La construction de logements et la consommation privée ne seront plus les moteurs de la croissance. Demain, le pays devra dépendre davantage de l'industrie et des services pour générer emplois et croissance. Le gouvernement doit donc trouver les moyens d'améliorer la productivité et de réduire les coûts.

Pour M. Baena et tous ceux qui, comme lui, vivaient de l'immobilier, l'avenir est incertain. «Nous gardons espoir en l'avenir», dit-il, son air soucieux démentant l'optimisme de ses paroles. ■

### Remerciements

#### Argentine

Reportage : Florencia Carbone, *La Nación*,

et James L. Rowe, FMI

Photographie : Daniel Pessah, *La Nación*

#### Côte d'Ivoire

Reportage : Eric Adingra et Camilla Andersen, FMI

Photographie : Eugene Salazar, FMI

#### Espagne

Reportage : Silvia Taulés, *El Mundo*, et Marina

Primorac, FMI

Photographie : Silvia Taulés

#### États-Unis

Reportage : Jacqueline Deslauriers, FMI

Photographie : Michael Spilotro, FMI

#### Haïti

Reportage : Anderson Laforet et Hyun-Sung Khang, FMI

Photographie : Tony Belizaire, AFP

#### Japon

Reportage : Julian Ryall

Photographie : Alfie Goodrich